

***Ouagadougou, Burkina Faso, 22 novembre (Infosplusgabon) - Les violences armées prévalant dans la province du Soum (Sahel) depuis 2016 ont poussé des "milliers de personnes" sur les routes, vers des zones estimées plus sûres, laissant tout derrière elles, a déclaré, mercredi, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), qui procède à l'assistance de près de 12.000 déplacés.***

L'accès de ces déplacés et de leurs communautés hôtes aux services de base continue de se détériorer, et leurs moyens d'existence sont gravement affectés par l'intensification progressive des violences, s'alarme l'ONG, dans un communiqué publié ce mercredi.

En réponse aux conséquences humanitaires de cette situation, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), avec l'appui des volontaires de la Croix-Rouge Burkinabé, procède à l'assistance de près de 12 000 personnes ayant quitté leurs villages situés à l'extrême-nord du Burkina et qui se trouvent actuellement dans les communes de Nassoumbou, Diguel et Koutougou, selon le communiqué.

L'assistance se déroule dans la ville de Djibo. "A la fin de cette opération qui s'est déroulée pendant sept jours, chaque famille déplacée a reçu des rations alimentaires couvrant trois mois

de consommation, ainsi que des kits de biens essentiels composés de moustiquaires, de couvertures, de bâches, de nattes et d'ustensiles de cuisine", explique Thierry Mugisho Byandi, le Chef d'équipe terrain du CICR au Burkina Faso.

"Parallèlement, nous avons initié des actions visant à contribuer au maintien de l'accès aux services de base, particulièrement dans les domaines de la santé, de l'eau et de l'élevage au sein des communautés ayant généreusement accueilli les déplacés à Djibo et au-delà", souligne Christian Munezero, le chef de Mission du CICR au Burkina Faso.

Selon l'ONG, en dehors du Sahel burkinabè, le CICR suit de près l'évolution de la situation humanitaire dans d'autres régions affectées par la situation de violence, et reste disposé à répondre aux besoins urgents, dans la limite de ses capacités.

La situation sécuritaire est marquée, depuis près de trois ans, par une montée des attaques terroristes au Burkina Faso, qui ont fait plus de 200 personnes tuées, dont des éléments des forces de défense et de sécurité dans plusieurs régions du pays.

Cette situation a provoqué, l'année dernière, la fermeture de plus de 520 établissements scolaires, privant près de 56.000 élèves de leur droit à l'éducation.

Cette année, encore, les cours ne se déroulent pas normalement dans plusieurs écoles primaires et secondaires des régions de l'Est et du Nord du pays, où des assaillants ont menacé des enseignants et saccagé certaines infrastructures scolaires, compromettant l'année scolaire, selon des sources concordantes.

FIN/INFOSPLUSGABON/AER/GABON2018

© Copyright Infosplusgabon